

Chambre des Représentants

SESSION 1954-1955.

30 MARS 1955.

PROJET DE LOI

fixant des règles d'organisation de l'enseignement de l'Etat et de subvention, par l'Etat, d'établissements d'enseignement moyen, normal et technique.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. GILSON.

Art. 42ter (nouveau).

Insérer un article 42ter (nouveau) libellé comme suit :

« Le Roi peut dispenser les professeurs des établissements privés subventionnés d'enseignement moyen des conditions de diplômes, d'examens ou de certificats, prescrites par la loi, sur avis favorable d'une Commission spéciale, présidée par le Ministre ou son délégué et composé de membres nommés par le Roi, moitié sur proposition du Conseil de perfectionnement de l'enseignement moyen, moitié sur proposition des organisations les plus représentatives des établissements privés subventionnés d'enseignement moyen. »

Art. 43.

Supprimer cet article.

Art. 44.

1. — Compléter le premier alinéa par ce qui suit :
« sur avis des commissions mixtes compétentes ».
2. — Supprimer les alinéas 2 et 3.

Voir :

217 (1954-1955) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 à 18 : Amendements.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1954-1955.

30 MAART 1955.

WETSONTWERP

houdende regelen inzake inrichting van het Rijks-onderwijs en inzake subsidiëring van instellingen voor middelbaar, normaal- en technisch onderwijs door de Staat.

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER GILSON.

Art. 42ter (nieuw).

Een artikel 42ter (nieuw) invoegen, dat luidt als volgt :

« De Koning kan de leraars van de gesubsidieerde private inrichtingen van het middelbaar onderwijs vrijstellen van de bij de wet voorgeschreven vereisten inzake diploma's, examens of getuigschriften, op gunstig advies van een bijzondere Commissie, voorgezeten door de Minister of zijn afgevaardigde en samengesteld uit leden die door de Koning worden benoemd, voor de helft op de voordracht van de Verbeteringsraad van het middelbaar onderwijs en voor de helft op de voordracht van de vooraanstaande organisaties van gesubsidieerde private inrichtingen van middelbaar onderwijs. »

Art. 43.

Dit artikel weglaten.

Art. 44.

1. — Het eerste lid aanvullen met wat volgt :
« op advies van de bevoegde gemengde commissies ».
2. — Het tweede en het derde lid weglaten.

Zie :

217 (1954-1955) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 tot 18 : Amendementen.

Art. 45.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« *Sauf dispositions expresses prises par le Roi, les dispenses de certificats et de diplômes n'ont d'autres effets que de permettre l'exercice des fonctions et n'influencent pas le calcul des subventions.* »

Art. 47.

Remplacer le texte du deuxième alinéa par ce qui suit :

« *Ces établissements continuent à bénéficier des subsides de l'Etat; les subsides ne peuvent leur être retirés que par un arrêté royal pris sur avis de la Commission mixte compétente.* »

Art. 47bis (nouveau).

Insérer un article 47bis libellé comme suit :

« *Par dérogation aux dispositions prévues aux articles 24 à 27 de la présente loi, les subventions allouées à raison des membres du personnel enseignant qui comptaient au 1^{er} septembre 1951 au moins 7 ans de services et ne possèdent pas les titres de capacité requis, sont fixées d'après l'échelle de traitement en vigueur dans les établissements d'enseignement de l'Etat, pour les agrégés de l'enseignement secondaire inférieur.* »

JUSTIFICATION.

Il est de tradition de respecter les droits acquis reconnus par la loi.

Les professeurs ne possédant pas les diplômes requis par la loi au moment où leurs établissements (notamment d'enseignement moyen) ont été admis aux subventions de l'Etat, et qui comptaient au moins 7 années de services dans l'enseignement secondaire au 1^{er} septembre 1951, ont été reconnus depuis le 1^{er} janvier 1951, successivement par les lois du 13 juillet 1951 et du 17 décembre 1952.

Il s'agit de professeurs qui ont actuellement au moins 11 années de services dans les classes d'humanité anciennes ou modernes. Les commissions d'homologations ou d'agrégation ont reconnu la valeur de l'enseignement donné dans ces établissements.

Il s'agit d'une mesure transitoire.

Art. 48.

Supprimer cet article.

Art. 49.

1. — Supprimer le § 1.
2. — Supprimer le § 2.
3. — Supprimer les 3^o et 4^o du § 3.

Art. 51.

Supprimer le 2^o de cet article.

Art. 52.

Supprimer cet article.

Art. 45.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« *Behoudens uitdrukkelijke door de Koning genomen bepalingen, hebben de vrijstellingen van getuigschriften en van diploma's geen ander uitwerksel dan de toelating te verlenen tot het uitoefenen der functies en hebben zij geen invloed op de berekening der toelagen.* »

Art. 47.

De tekst van het tweede lid vervangen door wat volgt :

« *Die inrichtingen genieten verder toelagen van de Staat. Die toelagen mogen hun alleen worden ontnomen bij koninklijk besluit, genomen op advies van de bevoegde Gemengde Commissie.* »

Art. 47bis (nieuw).

Een artikel 47bis inlassen, dat luidt als volgt :

« *Bij afwijking van de bepalingen van de artikelen 24 tot 27 van deze wet, worden de toelagen die worden verleend wegens de leden van het onderwijzend personeel die op 1 September 1951 ten minste 7 jaren dienst telden en die de vereiste bekwaamheidsgetuigschriften bezitten, vastgesteld volgens de weddeschaal die in de Rijksonderwijsinrichtingen voor de geaggregeerden van het lager middelbaar onderwijs wordt toegepast.* »

VERANTWOORDING.

Het is een traditie dat de bij de wet erkende verworven rechten worden geëerbiedigd.

De toestand van de leraars die de bij de wet vereiste diploma's niet bezaten op het ogenblik dat hun inrichtingen (o.m. in het middelbaar onderwijs) recht verkregen op de toelagen van de Staat en die op 1 September 1951 ten minste 7 jaren dienst in het middelbaar onderwijs telden, wordt sedert 1 Januari 1951 erkend, achtereenvolgens door de wetten van 13 Juli 1951 en 17 December 1952.

Het betreft hier professoren die thans ten minste 11 jaren dienst hebben in de oudere of moderne humanioraklassen. De homologatie- of erkenningscommissies hebben de waarde van het in deze inrichtingen gegeven onderwijs erkend.

Het betreft hier een overgangsmaatregel.

Art. 48.

Dit artikel weglaten.

Art. 49.

1. — Paragraaf 1 weglaten.
2. — Paragraaf 2 weglaten.
3. — 3^o en 4^o van § 3 weglaten.

Art. 51.

2^o van dit artikel weglaten.

Art. 52.

Dit artikel weglaten.

Art. 54 (nouveau).

Ajouter un article 54 libellé comme suit :

« La présente loi entrera en vigueur au 1^{er} septembre suivant la publication dans le *Moniteur Belge* des arrêtés royaux d'exécution visés aux articles 9, 3^o, 9, 5^o, 9, 7^o, 9, 8^o, 10, 3^o, 13, 5^o, 13, 6^o, 13, 8^o, 14, 3^o, 17, premier alinéa, 17, deuxième alinéa, 20, premier alinéa, 20, troisième alinéa, 21, b, deuxième alinéa, 22, § 1, troisième alinéa, 22, § 2, 24, § 3, 25, deuxième alinéa, 26, deuxième alinéa, 33, § 3, 39, troisième alinéa, 41, deuxième alinéa, 42, deuxième alinéa, ainsi que l'arrêté général d'exécution de la loi.

» Ces arrêtés doivent être délibérés en Conseil des Ministres. »

JUSTIFICATION.

Le projet ne comprend pas dans son article final une disposition fixant la date de sa mise en vigueur. La loi devrait dès lors entrer en vigueur le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Or, en réalité, le projet constitue une loi de cadre. Un très grand nombre de dispositions organiques qui, par leur nature ont une portée législative, sont abandonnées à des arrêtés royaux d'exécution. Le Gouvernement devra préparer non moins de 23 arrêtés royaux organiques d'exécution. Certains de ces arrêtés exigeront des études difficiles et prolongées, ou des contacts multiples avec les organisateurs de l'enseignement intéressé, ou les organisations syndicales.

Sans ces arrêtés organiques, la loi ne pourrait pas être exécutée. Des ordonnances de paiement soumis à la Cour des Comptes ne seraient pas visées aussi longtemps que les dispositions organiques prévues par la loi, ne seraient pas prises.

Dans ces conditions, il apparaît comme indispensable soit de fixer dans la loi une date d'entrée en vigueur suffisamment éloignée pour qu'elle permette à l'exécutif de prendre toutes dispositions utiles, soit de prévoir son entrée en vigueur après la publication au *Moniteur belge* du dernier des arrêtés royaux organiques indispensables.

Le vote de la loi telle que celle-ci est soumise au Parlement, aurait pour effet d'abroger la législation existante ou tout au moins des dispositions essentielles de celle-ci, sans la remplacer par d'autres dispositions exécutables. Durant de longs mois, un an ou plus peut-être, tout octroi de subventions serait administrativement impossible.

Après la publication des arrêtés royaux prévus, il faudrait préparer et prendre des arrêtés ministériels et des circulaires, réorganiser l'administration, étoffer les cadres de celle-ci, du moins dans certains secteurs, tels celui de l'enseignement moyen privé, et ceci suppose la modification des arrêtés de cadre, le recrutement et l'entraînement de nouveaux agents, des promotions et nominations nouvelles, faire enfin les dossiers individuels nouveaux de milliers de professeurs. Rappelons que les lois du 17 décembre 1952 et du 29 juillet 1953 sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 1954, et que ces délais ne se sont pas avérés trop longs pour permettre la préparation des arrêtés d'exécution, bien moins nombreux.

Enfin il convient que l'entrée en vigueur d'une législation qui bouleverse totalement le régime existant de l'enseignement subventionné, coïncide avec le début d'une année scolaire. Le projet provoquerait pour de nombreux établissements le retrait des subventions et pour de très nombreux parents des charges accrues qui les obligeraient de confier leurs enfants à d'autres écoles.

Art. 54 (nieuw).

Een artikel 54 toevoegen, dat luidt als volgt :

« Deze wet treedt in werking op 1 September na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de koninklijke uitvoeringsbesluiten, bedoeld bij de artikelen 9, 3^o, 9, 5^o, 9, 7^o, 9, 8^o, 10, 3^o, 13, 5^o, 13, 6^o, 13, 8^o, 14, 3^o, 17, eerste lid, 17, tweede lid, 20, eerste lid, 20, derde lid, 21, b, tweede lid, 22, § 1, derde lid, 22, § 2, 24, § 3, 25, tweede lid, 26, tweede lid, 33, § 3, 39, derde lid, 41, tweede lid, 42, tweede lid, evenals het algemeen uitvoeringsbesluit van de wet.

» Deze besluiten moeten overlegd worden in Minister-raad. »

VERANTWOORDING.

In het laatste artikel van het ontwerp wordt niets bepaald omtrent de inwerkingtreding. De wet zou dus in werking treden op de tiende dag na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Het ontwerp is evenwel een kaderwet. Een zeer groot aantal organieke bepalingen die wegens hun aard een wetgevende draagwijdte hebben, worden overgelaten aan koninklijke uitvoeringsbesluiten. De Regering zal niet minder dan 23 organieke koninklijke uitvoeringsbesluiten moeten opmaken. Voor sommige van deze besluiten zijn ingewikkelde en lange opzoekingen of talrijke besprekingen met de inrichters van het betrokken onderwijs of met de vakverenigingen vereist.

Zonder deze organieke besluiten zou de wet niet kunnen uitgevoerd worden. De aan het Rekenhof voorgelegde betalingsordonnantien zouden niet gevisceerd worden zolang de in de wet beoogde organieke bepalingen niet bestaan.

Onder deze voorwaarden komt het volstrekt noodzakelijk voor dat of wel in de wet een datum van inwerkingtreding bepaald wordt die voldoende ver ligt om aan de Uitvoerende Macht de gelegenheid te geven alle vereiste voorzieningen te treffen, of wel de inwerkingtreding vastgesteld wordt na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het laatste der vereiste koninklijke uitvoeringsbesluiten.

Wordt de wet goedgekeurd zoals ze aan het Parlement voorgelegd is, dan zal de huidige wetgeving of ten minste sommige hoofdbepalingen ervan afgeschaft worden zonder dat er andere uitvoerbare bepalingen bestaan. Tijdens talrijke maanden, een jaar of misschien nog meer, zal elke uitbetaling van subsidies administratief onmogelijk zijn.

Na de bekendmaking van de in het vooruitzicht gestelde koninklijke besluiten moeten ministeriële besluiten worden voorbereid en uitgevaardigd, onzendbrieven opgesteld, het bestuur gereorganiseerd, de kaders daarvan gestoffeerd, ten minste in bepaalde sectoren zoals die van het bijzonder middelbaar onderwijs, — wat de wijziging van de kaderbesluiten, de aanwerving en opleiding van nieuwe personeelsleden, bevorderingen en nieuwe benoemingen onderstelt, — en ten slotte moeten nieuwe individuele dossiers worden aangelegd voor duizenden leerkrachten. Er zij aan herinnerd dat de wetten van 17 December 1952 en van 29 Juli 1953 op 1 Januari 1954 in werking zijn getreden, en dat bedoelde termijnen niet te lang zijn gebleken voor het voorbereiden van de nochtans veel minder talrijke uitvoeringsbesluiten.

Ten slotte past het dat de inwerkingtreding van een wetgeving, waarbij het bestaande stelsel inzake gesubsidieerd onderwijs totaal wordt gewijzigd, samenvalt met het begin van een schooljaar. Het ontwerp betekent voor talrijke instellingen het verlies van de toelagen, en voor zeer veel ouders hogere lasten, waardoor zij wellicht verplicht zijn hun kinderen aan andere scholen toe te vertrouwen.

A. GILSON.

A. VERBIST.

Germaine CRAEYBECKX-ORIJ.

M.-M. VAN DAELE-HUYS.